

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Matane pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire
Michaël Côté

Date
1.1 1 juin 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Matane (Ville), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de sa dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Ville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets consolidés (de sa dette nette nette consolidée) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Ville n'a pas évalué ni comptabilisé au 31 décembre 2025 et 2024 de passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations et elle n'a pas fourni les informations requises dans ses états financiers en vertu de cette norme. À cet égard, les états financiers dérogent aux normes du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires pour la période considérée et la période précédente en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations. Nous avons également exprimé une opinion modifiée sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2024, en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Matane inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de ses activités et d'appliquer le principe comptable de continuité des activités, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité des activités et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mallette S.E.N.C.R.L., Société de comptables professionnels agréés
Mont-Joli, Canada
Le 1er juin 2026
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n°A137599

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations	
		2025	2024
Revenus			
Taxes	1	28 575 841	27 496 061
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 006 248	3 023 970
Quotes-parts	3		
Transferts	4	9 679 638	6 275 477
Services rendus	5	4 383 614	4 643 350
Imposition de droits	6	1 100 474	1 022 235
Amendes et pénalités	7	346 377	175 337
Revenus de placements de portefeuille	8		405 742
Autres revenus d'intérêts	9	361 124	1 358 363
Autres revenus	10	1 956 231	777 287
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	49 409 547	45 177 822
Charges			
Administration générale	14	5 189 175	4 495 410
Sécurité publique	15	4 665 482	4 414 969
Transport	16	11 304 835	9 795 637
Hygiène du milieu	17	12 294 675	12 165 715
Santé et bien-être	18	128 385	98 852
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 701 265	2 188 457
Loisirs et culture	20	9 718 702	8 440 917
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	2 160 134	1 925 535
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	48 162 653	43 525 492
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 246 894	1 652 330
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	119 217 878	117 565 548
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		
Solde redressé	28	119 217 878	117 565 548
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	120 464 772	119 217 878

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	46 804 402	39 357 259
Débiteurs (note 5)	2	26 946 554	30 425 674
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	295 421	59 171
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	74 046 377	69 842 104
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	6 400 039	6 126 868
Revenus reportés (note 11)	12	36 406 923	33 510 026
Dette à long terme (note 12)	13	58 724 049	59 948 681
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	973 900	996 800
Autres passifs (note 14)	15	1 828 021	1 628 199
	16	104 332 932	102 210 574
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(30 286 555)	(32 368 470)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	143 974 282	147 800 972
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	5 156 553	2 703 634
Stocks de fournitures	20	1 220 463	1 049 315
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	400 029	32 427
	23	150 751 327	151 586 348
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	120 464 772	119 217 878
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	120 464 772	119 217 878
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	120 464 772	119 217 878
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations	
		2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 246 894	1 652 330
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	6 189 300)	12 287 850)
Produit de cession	3	20 329	76 744
Amortissement	4	10 015 640	9 683 203
(Gain) perte sur cession	5	(19 979)	(48 397)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		1 070 986
	8	3 826 690	(1 505 314)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	(2 452 919)	(1 266 562)
Variation des stocks de fournitures	10	(171 148)	2 188
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(367 602)	(39 928)
	13	(2 991 669)	(1 304 302)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	2 081 915	(1 157 286)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(32 368 470)	(31 211 184)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(32 368 470)	(31 211 184)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(30 286 555)	(32 368 470)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 246 894	1 652 330
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	10 015 640	9 683 203
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Gain sur cession	4.1	(19 979)	(48 397)
▪ Opération de restructuration	4.2		1 070 986
	5	11 242 555	12 358 122
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	3 479 120	1 130 300
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	472 993	379 568
Revenus reportés	9	2 896 897	(482 605)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(22 900)	1 500
Propriétés destinées à la revente	11	(2 452 919)	(1 266 562)
Stocks de fournitures	12	(171 148)	2 188
Autres actifs non financiers	13	(367 602)	(39 928)
	14	15 076 996	12 082 583
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	6 189 300)(	12 287 850)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	20 329	76 744
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(6 168 971)	(12 211 106)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 ())
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	236 250)(	59 171)
Cession	23		30 000 000
	24	(236 250)	29 940 829
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	3 584 026	6 995 300
Remboursement de la dette à long terme	26 (	4 818 526)(	4 748 400)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	9 868	(74 399)
Autres			
▪	29.1		
	30	(1 224 632)	2 172 501
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	7 447 143	31 984 807
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	39 357 259	7 372 452
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	39 357 259	7 372 452
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	46 804 402	39 357 259

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et de l'organisme qu'elle contrôle. Cet organisme est :

- Gestion Immeuble Culturel de Matane pour la période de 12 mois se terminant le 31 décembre 2025, consolidation ligne par ligne à 100 %.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

b) Partenariats

La Ville de Matane est membre de l'Union des Municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités. Elle fait partie des regroupement d'achat de l'UMQ notamment pour l'achat du sel de déglacage, du carburant et de produits chimiques pour le traitement des eaux.

La Ville est membre de la MRC de la Matanie qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville pour l'exercice 2025 est de 891 682 \$.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif aux titres des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 20 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé des propriétés destinées à la revente moins les coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

- Les revenus de taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception initiaux et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;
- Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment: les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant **(pour la dernière fois en 2019)** faire l'objet d'un montant aux dépenses constatés à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada a mis fin à la première partie du débat dans l'affaire visant la contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (la « Loi RRSM ») en rejetant tous les appels et appels incidents sur ce débat. Le jugement de la Cour supérieure du Québec est donc maintenu et les dispositions de la Loi RRSM permettant de suspendre l'indexation automatique des rentes des retraités sont jugées inconstitutionnelles, invalides et inopérantes. Une seconde partie sur les mesures compensatoires devra avoir lieu et ne visera que les régimes pour lesquels l'organisme municipal a décidé de suspendre en totalité ou en partie l'indexation automatique des rentes des retraités à compter du 1er janvier 2017. Puisque le régime ne prévoyait pas d'indexation automatique avant l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

Retraite Québec a émis des directives sur la façon de reconnaître l'impact de ce jugement dans les évaluations actuarielles. Ces directives n'ont aucun impact sur les résultats du présent rapport.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications antérieurs à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Ville évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale ou des opérations entre parties liées autres que les membres de la direction qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

Les frais de financement relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement après leur comptabilisation initiale sont capitalisés à l'encontre de l'instrument financier auquel ils se rapportent. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du financement obtenu.

J) Autres éléments

Budget

Les chiffres présentés au budget ont été adoptés par le conseil de la Ville à sa séance du 3 décembre 2024. De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de révision suite à des résolutions du conseil au cours de l'exercice 2025 mais ne sont pas reflétés dans la colonne budget.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	46 804 402	39 357 259
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	46 804 402	39 357 259
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	46 804 402	39 357 259
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	30 599 760	30 399 939
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note**5. Débiteurs**

		2025	2024
Taxes municipales	9	1 877 128	1 174 730
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	22 234 037	23 825 417
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	361 108	4 025 602
Organismes municipaux	13		116 166
Autres			
▪ Autres débiteurs	14.1	2 368 288	1 141 311
▪ Intérêts courus à recevoir	14.2	105 993	142 448
	15	26 946 554	30 425 674
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	20 624 843	20 417 539
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	20 624 843	20 417 539
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	289 220	230 095
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	3 228 510	3 365 443
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	6 722 137	7 081 810
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	9 941 688	10 859 469
Ministère de la Culture et des Communications	26	947 912	776 700
Autres ministères/organismes	27	1 393 790	1 741 995
	28	22 234 037	23 825 417

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35	295 421	59 171
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	295 421	59 171
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires****10. Crédoeurs et charges à payer**

		2025	2024
Fournisseurs	44	3 557 366	3 492 569
Salaires et avantages sociaux	45	1 719 214	873 380
Dépôts et retenues de garantie	46	660 608	1 307 332
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
Autres crédoeurs	48.1	462 851	453 587
	49	6 400 039	6 126 868

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	281 390	263 276
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres	55.1		
▪			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	376 939	309 817
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	96 139	84 459
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Acompte et autres	62.1	174 820	245 932
▪ Transferts MCC	62.2	89 706	80 410
▪ Transferts MEI	62.3	8 587 929	9 726 132
▪ Transferts MSP	62.4	26 800 000	22 800 000
	63	36 406 923	33 510 026

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,59	5,28	2026	2030	64	59 144 300	60 378 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	59 144 300	60 378 800
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(420 251)	(430 119)
					72	58 724 049	59 948 681

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2026	73	4 451 400			4 451 400
2027	74	4 405 600			4 405 600
2028	75	4 319 900			4 319 900
2029	76	4 306 400			4 306 400
2030	77	4 204 800			4 204 800
2031 et plus	78	37 456 200			37 456 200
	79	59 144 300			59 144 300
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	()
	81	59 144 300			59 144 300

Note**13. Avantages sociaux futurs**

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (973 900)	(996 800)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84 (973 900)	(996 800)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 921 400	864 200
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88 23 480	17 504
Régimes de retraite des élus municipaux	89 27 247	23 616
	90 972 127	905 320

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪ Fermeture de sites enfouissement	93.1	1 828 021	1 628 199
	94	1 828 021	1 628 199
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	58 910 595	1 175 788		60 086 383
Eaux usées	102	61 889 354	1 254 375		63 143 729
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	77 367 580	3 056 359		80 423 939
Autres					
▪ Autres infrastructures	104.1	54 507 148	3 298 855		57 806 003
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	40 785 071			40 785 071
Améliorations locatives	107	344 819			344 819
Véhicules	108	5 224 655	585 934		5 810 589
Ameublement et équipement de bureau	109	3 136 782			3 136 782
Machinerie, outillage et équipement divers	110	10 481 885	389 625	30 580	10 840 930
Terrains	111	1 924 049		350	1 923 699
Autres	112				
	113	314 571 938	9 760 936	30 930	324 301 944
Immobilisations en cours	114	6 887 275	(3 571 636)		3 315 639
	115	321 459 213	6 189 300	30 930	327 617 583
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	35 728 762	1 439 570		37 168 332
Eaux usées	117	43 108 566	1 457 486		44 566 052
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	44 516 181	2 735 436		47 251 617
Autres					
▪ Autres infrastructures	119.1	21 339 743	2 208 900		23 548 643
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	17 419 272	1 055 934		18 475 206
Améliorations locatives	122	344 819			344 819
Véhicules	123	2 698 369	331 981		3 030 350
Ameublement et équipement de bureau	124	2 609 243	89 213		2 698 456
Machinerie, outillage et équipement divers	125	5 893 286	697 120	30 580	6 559 826
Autres	126				
	127	173 658 241	10 015 640	30 580	183 643 301
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	147 800 972			143 974 282
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	387 206	387 206
Autres	134	4 769 347	2 316 428
	135	5 156 553	2 703 634
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	5 156 553	2 703 634

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	400 029	32 427
Autres			
▪	144.1		
	145	400 029	32 427

Note**19. Obligations contractuelles****PARC DE VÉHICULES**

La Ville a conclu une entente en janvier 2020, pour une période de 10 ans, avec le Centre de Gestion de l'Équipement Roulant (CGER) pour la gestion, l'entretien et la réparation des véhicules et équipements connexes qu'elle utilise. Le CGER louera les véhicules à un tarif horaire indexé annuellement selon l'indice des prix à la consommation. Le budget prévu pour 2026 est de l'ordre de 1 648 325 \$.

MATIÈRES RÉSIDUELLES ET RECYCLABLES

La Ville a conclu un contrat pour l'exploitation de l'écocentre et du lieu d'enfouissement technique échéant le 28 février 2026. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 127 184 \$.

La Ville a conclu un contrat pour l'exploitation de la plateforme de compostage échéant le 28 février 2026. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 40 735 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

DÉNEIGEMENT

La Ville s'est engagée à verser un montant de 198 876 \$ jusqu'au 30 avril 2028 pour le déneigement du secteur St-Jérôme.

MORCELLEMENT DU COUVERT DE GLACE

La Ville s'est engagée à verser une somme de 195 221 \$ d'après un contrat pour le morcellement du couvert de glace échéant en 2027.

TENUE À JOUR DU RÔLE D'ÉVALUATION

La Ville a conclu un contrat pour la tenue à jour de son rôle d'évaluation foncière. Ce contrat vient à échéance en 2030. Les paiements exigibles au cours du prochain exercice s'élèvent à 1 465 641 \$.

OFFICE D'HABITATION DE LA MATANIE

L'Office d'Habitation de la Matanie (OHM), la Ville de Matane et la Société d'habitation du Québec (SHQ) ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'Exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET DE GÉNÉALOGIE

La Ville s'est engagée auprès de la société d'histoire et de généalogie de Matane à verser une aide au fonctionnement d'un montant annuel de 25 000 \$ jusqu'en 2030.

BAIL AVEC LA COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS ET MARÉES

Une entente de 5 ans pour la location de l'école Marie-Guyart est en cours jusqu'au 30 juin 2028 pour la location de locaux pour les activités culturelles et communautaires. Le budget prévu pour 2026 est de l'ordre de 66 898 \$.

MAINTENANCE DES BÂTIMENTS

En 2024, la Ville a conclu un contrat avec 9105-7208 Québec inc. pour la maintenance de ses bâtiments (bureau administratif, complexe modulaire, garage municipal, caserne et station d'épuration) échéant le 2 juillet 2027. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 102 363 \$.

AUDITEUR INDÉPENDANT

La Ville a conclu un contrat d'une durée de 3 ans se terminant en 2027 pour l'audit de ses exercices financiers 2025 à 2027. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 81 669 \$.

RAMONAGE DES CHEMINÉES

En 2023, la Ville a conclu un contrat avec Les Entreprises JML (9347-1415 Québec inc) pour le ramonage des cheminées se terminant en 2027. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 333 703 \$.

CÉGEP DE MATANE

La Ville s'est engagée auprès du Cégep de Matane à verser un montant de 50 000 \$ annuellement de 2024 à 2027 inclusivement pour soutenir financièrement un projet de réfection des terrains de tennis et du terrain de soccer synthétique.

CLUB OPTIMISTE

En 2025, la Ville s'est engagée à verser une somme de 11 000 \$ pour l'édition 2026 de l'événement Opti-Neige.

ARTS & SPECTACLES MATANIE

En 2025, la Ville s'est engagée à verser une somme de 90 000 \$ à Arts & Spectacles Matanie pour la diffusion de spectacles en 2026.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

PROJET DE RECHERCHE DE L'UQAR

La Ville s'est engagée auprès de l'UQAR pour un projet de recherche sur la « Préservation des communautés côtières à l'aide de solutions naturelles de protection du littoral dans l'estuaire et le golfe du Saint Laurent, Québec » à une hauteur de 7 500 \$ par année, de 2025 à 2027.

SURVEILLANCE DES CARRIÈRES ET SABLIERE PAR DRONE

En 2025, la Ville a conclu un contrat avec DroneXperts pour la surveillance des carrières et sablières par drone se terminant en 2029. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 23 782 \$.

20. Droits contractuels

La ville reçoit annuellement de différents ministères des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés.

Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 6 347 031 \$ sur une période de 20 ans.

L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 749 727 \$ en 2026, 644 894 \$ en 2027, 609 472 \$ en 2028, 573 342 \$ en 2029 et 532 002 \$ en 2030.

De plus, les subventions pour le remboursement du capital totalisent 20 624 843 \$ sur une période de 20 ans.

L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 1 213 506 \$ en 2026, 1 193 664 \$ en 2027, 1 183 028 \$ en 2028, 1 203 981 \$ en 2029, 1 223 696 \$ en 2030.

BAUX DE LOCATION PARC DE MAISONS MOBILES.

La ville a également conclu des contrats de location de terrains dans le parc de maison mobile au montant de 420 \$/terrain/an pour une durée indéterminée. Le montant annuel total en perception de loyers s'élève à 63 257 \$.

BAIL DE LOCATION DU GARAGE AU CGER

La Ville a également conclu un contrat de location pour la location d'une partie de son garage, échéant en décembre 2029, prévoyant la perception de loyers totalisant 82 139 \$/an.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ Club de Yatch de Matane	148.1	32 004	45 541
	149	32 004	45 541
	150	32 004	45 541

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la municipalité régionale de comté de la Matanie. Au 31 décembre 2025, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 1 394 821 \$.

B) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chacun qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Ville.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2025, les réclamations en instance contre la Ville s'élèvent à 2 455 085 \$. Pour faire face à ces réclamations, la Ville a comptabilisé une provision de 309 450 \$, les assurances couvrant une partie des causes. Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville de Matane pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

Contestations d'évaluation

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour l'exercice 2025. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Aucune provision n'a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles pour l'ensemble des contestations d'évaluation.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées. Un budget consolidé n'a pu être constitué faute des renseignements nécessaires pour le faire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

Les données budgétaires ne sont pas auditées.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque d'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenants lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Placements de portefeuille

La Ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement		Organismes contrôlés et partenariats
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	27 496 061	27 727 170	28 575 841		28 575 841
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 032 673	3 136 110	3 006 248		3 006 248
Quotes-parts	3					
Transferts	4	4 188 106	7 296 155	5 512 746		5 512 746
Services rendus	5	4 624 936	4 264 416	4 383 614		4 383 614
Imposition de droits	6	940 976	614 600	1 100 474		1 100 474
Amendes et pénalités	7	175 337	145 000	346 377		346 377
Revenus de placements de portefeuille	8	405 742				
Autres revenus d'intérêts	9	1 358 227	955 000	360 975		149
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					
Autres	11	681 424	581 565	2 173 427		1 956 231
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	42 903 482	44 720 016	45 459 702		149
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16	2 087 371	16 462 576	4 166 892		4 166 892
Imposition de droits	17	81 259				
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18	75 000	375 000			
Autres	19	192 000				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21	964 524				
	22	3 400 154	16 837 576	4 166 892		4 166 892
	23	46 303 636	61 557 592	49 626 594		149

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus	24	46 303 636	61 557 592	49 626 594		149	49 409 547
Charges							
Administration générale	25	4 353 483	5 209 726	5 058 387	130 788		5 189 175
Sécurité publique	26	4 119 992	4 300 476	4 366 739	298 743		4 665 482
Transport	27	5 957 803	6 729 945	7 153 477	4 151 358		11 304 835
Hygiène du milieu	28	8 528 208	7 564 919	8 584 609	3 710 066		12 294 675
Santé et bien-être	29	98 852	217 368	128 385			128 385
Aménagement, urbanisme et développement	30	1 983 206	4 588 645	2 540 998	160 267		2 701 265
Loisirs et culture	31	6 909 009	7 840 234	8 155 566	1 564 418	215 914	9 718 702
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	1 925 380	2 320 075	2 160 010		124	2 160 134
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	9 655 309	9 374 539	10 015 640 (	10 015 640)		
	36	43 531 242	48 145 927	48 163 811		216 038	48 162 653
Excédent (déficit) lié aux activités	37	2 772 394	13 411 665	1 462 783		(215 889)	1 246 894

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 772 394	13 411 665	1 462 783	(215 889)	1 246 894
Moins : revenus d'investissement	2	(3 400 154)	(16 837 576)	(4 166 892)	)	(4 166 892)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(627 760)	(3 425 911)	(2 704 109)	(215 889)	(2 919 998)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	9 655 309	9 374 539	10 015 640		10 015 640
Produit de cession	5	76 744		20 329		20 329
(Gain) perte sur cession	6	(48 397)		(19 979)		(19 979)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	9 683 656	9 374 539	10 015 990		10 015 990
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	11 652		9 714		9 714
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	11 652		9 714		9 714
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	87 429	228 240	53 718		53 718
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 777 573)	(3 761 829)	(3 702 426)	)	(3 702 426)
	18	(3 690 144)	(3 533 589)	(3 648 708)		(3 648 708)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(564 604)	(175 000)	(742 558)	)	(742 558)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	78 000		226 411		226 411
Excédent de fonctionnement affecté	21	349 817	276 575	90 447		90 447
Réserves financières et fonds réservés	22	(3 308 831)	(2 396 810)	(2 043 092)		(2 043 092)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	5 631	(119 804)	49 384		49 384
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(3 439 987)	(2 415 039)	(2 419 408)		(2 419 408)
	26	2 565 177	3 425 911	3 957 588		3 957 588
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 937 417		1 253 479	(215 889)	1 037 590

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 400 154	4 166 892	4 166 892
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	5 455)()	(
Sécurité publique	3 (	588 115)(	477 859)()
Transport	4 (	6 109 701)(	3 372 576)()
Hygiène du milieu	5 (	2 701 974)(	701 046)()
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	184 847)(	155 994)()
Loisirs et culture	8 (	2 697 758)(	1 481 825)()
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	12 287 850)(	6 189 300)()
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	1 278 214)(	2 462 632)()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	6 274 671	2 202 907	2 202 907
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	564 604	742 558	742 558
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16		42 641	42 641
Excédent de fonctionnement affecté	17	220 458	109 808	109 808
Réserves financières et fonds réservés	18	2 033 902	2 248 981	2 248 981
	19	2 818 964	3 143 988	3 143 988
	20	(4 472 429)	(3 305 037)	(3 305 037)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 072 275)	861 855	861 855

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	39 141 037	46 804 402		46 804 402
Débiteurs (note 5)	2	30 425 674	26 946 554		26 946 554
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	59 171	295 421		295 421
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	69 625 882	74 046 377		74 046 377
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	6 126 534	6 400 039		6 400 039
Revenus reportés (note 11)	12	33 510 026	36 406 923		36 406 923
Dettes à long terme (note 12)	13	59 948 681	58 724 049		58 724 049
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	996 800	973 900		973 900
Autres passifs (note 14)	15	1 628 199	1 828 021		1 828 021
	16	102 210 240	104 332 932		104 332 932
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(32 584 358)	(30 286 555)		(30 286 555)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	147 800 972	143 974 282		143 974 282
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 703 634	5 156 553		5 156 553
Stocks de fournitures	20	1 049 315	1 220 463		1 220 463
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	32 427	400 029		400 029
	23	151 586 348	150 751 327		150 751 327
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	6 215 012	4 006 156		4 006 156
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 250 570	4 344 859		4 344 859
Réserves financières et fonds réservés	26	3 071 202	2 980 898		2 980 898
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(250 041))	(200 657))	)	(200 657))
Financement des investissements en cours	28	(2 328 180)	(1 679 176)		(1 679 176)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	110 543 345	110 611 378		110 611 378
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	119 001 990	120 464 772		120 464 772
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	11 068 542	11 138 234	11 138 234	9 850 356
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 799 066	2 835 299	2 835 299	2 322 863
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	19 170 617	17 924 789	17 923 507	16 371 183
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 591 479	1 332 964	1 332 964	1 176 938
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	597 096	740 384	740 384	673 797
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	131 500	86 662	86 786	74 800
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	896 881	891 682	891 682	865 058
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	2 435 307	3 046 898	3 046 898	2 468 032
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	9 374 539	10 015 640	10 015 640	9 683 203
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Mauvaises créances et réclamations	21.1	80 000	141 042	141 042	26 905
Coût propriétés destinées à vente	21.2	900	10 217	10 217	12 357
	22	48 145 927	48 163 811	48 162 653	43 525 492

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 006 156	6 393 210
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 344 859	1 288 260
Réserves financières et fonds réservés	3	2 980 898	3 071 202
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(200 657))	(250 041))
Financement des investissements en cours	5	(1 679 176)	(2 328 180)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	110 611 378	110 543 345
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	120 464 772	119 217 878
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 006 156	6 215 012
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		178 198
	11	4 006 156	6 393 210
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Lieu d'enfouissement technique	12.1	314 723	392 441
▪ Projets spéciaux	12.2	694 947	782 873
▪ Axe Mer-Rivière	12.3	75 256	75 256
▪ Complexe culturel Joseph-Rouleau	12.4	295 421	
▪ Projet MSP	12.5	2 964 512	
	13	4 344 859	1 250 570
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Rénovation GICUM	14.1		37 690
	15		37 690
	16	4 344 859	1 288 260

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	280 000
Autres		
▪ Eaux usées	18.1	582 757
▪ Service de l'eau	18.2	280 000
▪ Équilibrage du rôle	18.3	129 588
▪ Vidange des fosses septiques	18.4	157 681
▪ Fermeture de cellules au LET	18.5	206 504
	19	1 226 942
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	1 213 377
Organismes contrôlés et partenariats	24	1 305 845
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	36 612
Organismes contrôlés et partenariats	26	105 730
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	116 340
Autres		
▪ Fonds vert	32.1	450 161
▪ Stationnement	32.2	24 621
▪ Logement social	32.3	29 185
	33	1 753 956
	34	2 980 898
		2 045 461
		3 071 202

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()(
Autres	39 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()(
	41 ()(
Assainissement des sites contaminés	42 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()(
Autres		
▪	45.1 ()(
	46 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 ()(
Autres		
▪	54.1 ()(
	55 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	200 657
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	200 657
	62 (	(200 657))(
		(250 041))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 1 813 913	198 860
Investissements à financer	64 (3 493 089)(	2 527 040)
	65 (1 679 176)	(2 328 180)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 143 974 282	147 800 972
Propriétés destinées à la revente	67 5 156 553	2 703 634
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 149 130 835	150 504 606
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 149 130 835	150 504 606
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (58 724 049)(	59 948 681)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (420 251)(	430 119)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 20 624 843	20 417 539
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	
	79 (38 519 457)(	39 961 261)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (38 519 457)(	39 961 261)
	82 110 611 378	110 543 345

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime est entré en vigueur le 1er janvier 1971. La date de la retraite normale est de 65 ans, mais tout participant peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à compter de 60 ans. Pour un départ à la retraite anticipée, possible à partir de 55 ans, tout participant verra sa rente réduite de 0.25 % par mois. Depuis le 1er janvier 1995, le calcul de la rente correspond à 2 % du salaire. Cette rente sera indexée avant la retraite pour tenir compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, en fonction du salaire indexé, sujet à un maximum de 1.5 % par année. La dernière évaluation actuarielle complète est au 31 décembre 2022.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (996 800)	(995 300)
Charge de l'exercice	4 (921 400)(	864 200)
Cotisations versées par l'employeur	5 944 300	862 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (973 900)	(996 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 39 049 400	35 328 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (39 049 400)(	35 421 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(93 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (973 900)	(903 200)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (973 900)	(996 800)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (973 900)	(996 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 39 049 400	35 328 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (39 049 400)(	35 421 700)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	93 600)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 730 300	1 520 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 730 300	1 520 000
Cotisations salariales des employés	21 (	832 100)(	750 500)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ())
	23	898 200	769 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(59 400)	26 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	838 800	796 300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	2 100 900	2 056 700
Rendement espéré des actifs	32 (	2 018 300)(	1 988 800)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	82 600	67 900
Charge de l'exercice	34	921 400	864 200
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	3 895 700	1 649 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	2 018 300)(	1 988 800)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	1 877 400	(339 800)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	1 747 300	220 900
Prestations versées au cours de l'exercice	39	1 950 800	1 862 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	40 858 500	37 251 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	4 860 000	2 605 300
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	13	13
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	6	7
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	25	26
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,95 %	5,95 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,95 %	6,09 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
▪			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
Contribution de l'employeur aux régimes individuels des employés cadres qui ne sont pas encore qualifiés au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Matane.			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	23 480	17 504
Autres régimes	115		
	116	23 480	17 504

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2001 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	25 951	26 430
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	25 951	26 430
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	1 296	(2 814)
	121	27 247	23 616

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	21 609 907	22 343 165	22 343 165
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	512 913	535 948	535 948
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	22 122 820	22 879 113	22 879 113
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 815 619	1 858 972	1 858 972
Égout	13	1 667 491	1 725 742	1 725 742
Traitement des eaux usées	14	36 000		36 000
Matières résiduelles	15	1 130 667	1 142 547	1 142 547
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Ramonage des cheminées	17.1	153 120	149 681	149 681
▪ Vidange des fosses septiques	17.2	137 428	140 776	140 776
Centres d'urgence 9-1-1	18	85 000	100 329	100 329
Service de la dette	19	579 025	578 681	578 681
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	5 604 350	5 696 728	5 696 728
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	5 604 350	5 696 728	5 696 728
	28	27 727 170	28 575 841	28 575 841
				21 414 268
				300 148
				21 714 416
				1 935 729
				1 668 688
				1 132 550
				142 062
				164 348
				92 997
				609 271
				5 781 645
				5 781 645
				27 496 061

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	256 568	153 644	251 687
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31	456	456	350
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	848 101	846 113	830 166
Cégeps et universités	33	754 754	752 986	721 237
Écoles primaires et secondaires	34	857 115	855 106	833 051
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	2 716 994	2 608 305	2 636 491
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	327 177	327 177	319 311
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	7 109	3 219	6 499
Taxes d'affaires	39			
	40	334 286	330 396	325 810
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45	84 830	67 547	61 669
	46	84 830	67 547	61 669
	47	3 136 110	3 006 248	3 023 970

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024	
TRANSFERTS					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	48	18 550	18 550	18 550	19 583
Sécurité publique					
Police	49				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	50				
Autres	51	39 565	67 146	67 146	25 614
Sécurité civile	52				
Autres	53	30 963	30 963	30 963	57 573
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	54	52 066	52 066	52 066	28 319
Enlèvement de la neige	55	351 179	344 602	344 602	356 355
Autres	56	2 033	13 644	13 644	2 033
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	57				
Transport adapté	58				
Transport scolaire	59				
Autres	60				
Transport aérien	61	376 524	376 524	376 524	400 237
Transport par eau	62				
Autres	63				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64				
Réseau de distribution de l'eau potable	65	73 233	73 234	73 234	76 627
Traitement des eaux usées	66	88 346	88 344	88 344	94 629
Réseaux d'égout	67	16 885	16 885	16 885	17 764
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	68				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	69				
Tri et conditionnement	70	94 000	84 324	84 324	157 523
Autres	71				
Autres	72				
Cours d'eau	73				
Protection de l'environnement	74	29 750			
Autres	75				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81	2 558 865	52 073	50 302
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	17 410	174 194	90 261
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	115 694	307 694	110 796
Autres	86	192 105	67 027	184 129
Réseau d'électricité	87			
	88	4 057 168	1 767 270	1 671 745

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89	7 500		
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92	447 575		
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	1 789 991	1 226 069	1 226 069
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105	740 305		
Réseau de distribution de l'eau potable	106			
Traitement des eaux usées	107			
Réseaux d'égout	108	740 305	464 026	464 026
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111	36 746		
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123	2 376 989	2 376 989	273 868
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	99 808	99 808	119 245
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	12 700 154		
Réseau d'électricité	128			
	129	16 462 576	4 166 892	2 087 371

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131	1 056 904	1 056 406	766 509
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	501 257	1 008 244	515 856
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	1 268 554	1 268 554	751 273
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139	412 272	412 272	482 723
	140	3 238 987	3 745 476	2 516 361
TOTAL DES TRANSFERTS	141	23 758 731	9 679 638	6 275 477

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	385 000	425 812	425 812
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	385 000	425 812	425 812
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156	11 623	11 623	11 623
	157	11 623	11 623	11 069
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162	847 713	958 018	958 018
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164	113 275	163 759	163 759
Autres	165	391 236	388 752	388 752
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	1 352 224	1 510 529	1 510 529
				1 365 463

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177	5 811	5 811	5 811
Autres	178			
	179	5 811	5 811	5 535
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180	312 929	223 814	223 814
Activités culturelles				
Bibliothèques	181	55 209	55 209	55 209
Autres	182			
	183	368 138	279 023	279 023
Réseau d'électricité	184			
	185	2 122 796	2 232 798	2 232 798
				1 966 965

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	81 800	117 303	112 287
	189	81 800	117 303	112 287
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	43 275	112 971	68 669
Sécurité civile	193			
Autres	194			
	195	43 275	112 971	68 669
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196			
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198	167 750	137 368	132 876
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202	74 420	94 003	78 667
Autres	203			
	204	242 170	231 371	211 543
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206	13 000	39 702	59 032
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208		28 689	48 123
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209	807 272	765 949	1 295 486
Matières recyclables	210	3 000	12 367	1 666
Autres	211	4 664	2 941	79
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	827 936	849 648	1 404 386

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223	12 284	12 815	12 815
Autres	224			
	225	12 284	12 815	12 815
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	839 721	709 577	709 577
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	37 883	39 439	39 439
Autres	228	56 551	77 692	71 789
	229	934 155	826 708	826 708
Réseau d'électricité	230			
	231	2 141 620	2 150 816	2 150 816
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	4 264 416	4 383 614	4 383 614
			4 643 350	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	100 600	100 880	99 698
Droits de mutation immobilière	234	514 000	999 594	841 203
Droits sur les carrières et sablières	235			81 259
Autres	236			75
	237	614 600	1 100 474	1 022 235
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	145 000	346 377	175 337
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239			405 742
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	955 000	360 975	1 358 363
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	48 397	19 979	48 397
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		1 103 548	1 103 548
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	375 000		75 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247		217 196	
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249	576 415	799 133	629 944
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	5 150	33 571	7 294
	252	1 004 962	2 173 427	1 956 231
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	790 007	723 317	14 192	737 509	737 509	690 186
Greffe et application de la loi	2	705 417	588 005	10 943	598 948	598 948	485 812
Gestion financière et administrative	3	2 230 936	2 389 381	105 653	2 495 034	2 495 034	2 206 042
Évaluation	4	613 403	502 623		502 623	502 623	322 813
Gestion du personnel	5	276 932	208 123		208 123	208 123	258 387
Autres							
▪ Autres dépenses d'administration	6.1	593 031	646 938		646 938	646 938	532 170
	7	5 209 726	5 058 387	130 788	5 189 175	5 189 175	4 495 410
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 906 995	1 906 556		1 906 556	1 906 556	1 923 281
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	1 855 630	1 946 181	285 307	2 231 488	2 231 488	1 937 940
Sécurité civile	11	15 805	44 459	13 436	57 895	57 895	139 864
Autres	12	522 046	469 543		469 543	469 543	413 884
	13	4 300 476	4 366 739	298 743	4 665 482	4 665 482	4 414 969
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 856 120	1 903 873	3 067 905	4 971 778	4 971 778	4 631 227
Enlèvement de la neige	15	3 420 884	3 886 795	137 578	4 024 373	4 024 373	3 007 774
Éclairage des rues	16	398 902	362 359	96 545	458 904	458 904	467 198
Circulation et stationnement	17	600 366	537 970	98 864	636 834	636 834	524 354
Transport collectif							
Transport en commun	18	114 716	115 148		115 148	115 148	67 004
Transport aérien	19	338 957	347 332	750 466	1 097 798	1 097 798	1 098 080
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	6 729 945	7 153 477	4 151 358	11 304 835	11 304 835	9 795 637

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	796 101	889 312	764 410	1 653 722	1 653 722	1 484 109
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 522 651	2 064 221	738 150	2 802 371	2 802 371	2 535 133
Traitement des eaux usées	25	668 500	621 737	796 911	1 418 648	1 418 648	1 381 979
Réseaux d'égout	26	1 157 380	1 237 376	821 559	2 058 935	2 058 935	2 285 219
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	356 669	368 491		368 491	368 491	363 579
Élimination	28	1 272 418	1 570 120	433 782	2 003 902	2 003 902	2 264 575
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	219 130	223 113		223 113	223 113	232 547
Tri et conditionnement	30	667 717	642 337	3 746	646 083	646 083	629 063
Matières organiques							
Collecte et transport	31	155 700	167 277		167 277	167 277	170 455
Traitement	32	406 176	403 855	151 508	555 363	555 363	499 502
Matériaux secs	33	49 500	62 105		62 105	62 105	44 968
Autres							
Plan de gestion	35	32 686	32 866		32 866	32 866	42 379
Autres							
Cours d'eau	37	130 179	87 331		87 331	87 331	83 483
Protection de l'environnement	38	130 112	214 468		214 468	214 468	148 724
Autres							
	39						
	40	7 564 919	8 584 609	3 710 066	12 294 675	12 294 675	12 165 715
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	217 368	128 385		128 385	128 385	98 852
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres							
	44						
	45	217 368	128 385		128 385	128 385	98 852

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	636 598	712 886	18 725	731 611	731 611	664 544
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48	548 504	907 039		907 039	907 039	532 015
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	2 992 488	474 565	34 145	508 710	508 710	472 821
Tourisme	50	52 752	24 186	43 706	67 892	67 892	88 141
Autres	51		9 714		9 714	9 714	11 652
Autres	52	358 303	412 608	63 691	476 299	476 299	419 284
	53	4 588 645	2 540 998	160 267	2 701 265	2 701 265	2 188 457
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	3 000	3 665		3 665	3 665	4 075
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 583 149	1 589 246	500 098	2 089 344	2 089 344	2 022 487
Piscines, plages et ports de plaisance	56	922 282	1 015 176	165 908	1 181 084	1 181 084	981 593
Parcs et terrains de jeux	57	1 539 973	1 609 668	504 614	2 114 282	2 114 282	1 932 560
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	1 347 922	1 561 993	213 045	1 775 038	1 775 038	1 478 839
	61	5 396 326	5 779 748	1 383 665	7 163 413	7 163 413	6 419 554
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	355 783	309 689	44 669	354 358	353 076	223 118
Bibliothèques	63	769 676	767 383	30 117	797 500	797 500	815 289
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65	61 500	56 509		56 509	56 509	27 023
Autres	66	1 256 949	1 242 237	105 967	1 348 204	1 348 204	955 933
	67	2 443 908	2 375 818	180 753	2 556 571	2 555 289	2 021 363
	68	7 840 234	8 155 566	1 564 418	9 719 984	9 718 702	8 440 917

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	2 023 610	1 946 764		1 946 764	1 946 764	1 706 309
Autres frais	71	164 965	126 584		126 584	126 584	144 426
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	125 000	82 600		82 600	82 600	67 900
Autres	73	6 500	4 062		4 062	4 186	6 900
	74	2 320 075	2 160 010		2 160 010	2 160 134	1 925 535
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	9 374 539	10 015 640 (	10 015 640)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2025	Réalisations
		2025	2025	2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	648 051	648 051	2 236 374
Usines de traitement de l'eau potable	2	31 890	31 890	206 665
Usines et bassins d'épuration	3	140 601	140 601	
Conduites d'égout	4	705 213	705 213	4 227 615
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	6 299	6 299	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 043 234	1 043 234	1 443 612
Ponts, tunnels et viaducs	7	22 600	22 600	
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 191 054	1 191 054	116 004
Aires de stationnement	9			5 532
Parcs et terrains de jeux	10	693 707	693 707	595 048
Autres infrastructures	11	186 567	186 567	191 180
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			33 439
Édifices communautaires et récréatifs	14	511 042	511 042	1 539 023
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	591 461	591 461	517 158
Ameublement et équipement de bureau	18			5 455
Machinerie, outillage et équipement divers	19	417 581	417 581	1 111 985
Terrains	20			58 760
Autres	21			
	22	6 189 300	6 189 300	12 287 850

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	637 520	637 520	1 971 314
Usines de traitement de l'eau potable	2	31 890	31 890	206 665
Usines et bassins d'épuration	3	140 601	140 601	
Conduites d'égout	4	694 682	694 682	3 962 555
Autres infrastructures	5	3 143 461	3 143 461	2 344 719
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	10 531	10 531	265 060
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	10 531	10 531	265 060
Autres infrastructures	10			6 657
Autres immobilisations corporelles	11	1 520 084	1 520 084	3 265 820
	12	6 189 300	6 189 300	12 287 850

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	105 730	23 883	93 001	36 612
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	39 855 531	2 236 739	3 609 425	38 482 845
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	39 961 261	2 260 622	3 702 426	38 519 457
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	20 417 539	1 323 404	1 116 100	20 624 843
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	20 417 539	1 323 404	1 116 100	20 624 843
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	20 417 539	1 323 404	1 116 100	20 624 843
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	20 417 539	1 323 404	1 116 100	20 624 843
	19	60 378 800	3 584 026	4 818 526	59 144 300
Dette en cours de refinancement	20 ()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	60 378 800	3 584 026	4 818 526	59 144 300

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	58 724 049	59 948 681
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	3 493 089	2 527 040
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	36 612	105 730
Débiteurs	8	20 624 843	20 417 539
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	1 813 913	198 860
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	39 741 770	41 753 592
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13		
Endettement net à long terme	14	39 741 770	41 753 592
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	1 394 821	1 483 010
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	41 136 591	43 236 602
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	41 136 591	43 236 602
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	88 357	88 551	86 455
Évaluation	2			
Autres	3	499 650	493 393	508 949
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			34 682
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	114 716	115 148	67 004
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	32 686	32 866	42 379
Cours d'eau	13	8 271	8 271	9 103
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	23 350	23 402	23 358
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	129 851	130 051	93 128
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	896 881	891 682	891 682
				865 058

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1	138 669	170 508
Charges sociales	2	31 231	41 718
Biens et services	3	6 019 400	12 075 624
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 189 300	12 287 850

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	36,00	37,12	69 491,57	3 362 809	905 841	4 268 650
Professionnels	2						
Cols blancs	3	40,00	35,84	74 550,14	2 425 197	698 676	3 123 873
Cols bleus	4	91,33	40,00	189 958,95	4 362 200	1 054 666	5 416 866
Policiers	5						
Pompiers	6	22,17	40,00	46 117,84	850 169	158 780	1 008 949
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	189,50		380 118,50	11 000 375	2 817 963	13 818 338
Élus	9	7,00			276 528	48 567	325 095
	10	196,50			11 276 903	2 866 530	14 143 433

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	73 234				73 234
Traitement des eaux usées	4	88 344				88 344
Réseaux d'égout	5	16 885	448 000	16 025		480 910
Autres	6	5 329 776	3 702 866	4 508		9 037 150
	7	5 508 239	4 150 866	20 533		9 679 638

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	197 530	144 373
	4	197 530	144 373
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	28 596	18 435
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	28 596	18 435
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	742 598	584 281
Enlèvement de la neige	12	13 801	7 414
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15	290 559	310 878
	16	1 046 958	902 573
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	57 479	39 093
Réseau de distribution de l'eau potable	18	80 506	89 614
Traitement des eaux usées	19	82 694	88 875
Réseaux d'égout	20	244 466	214 884
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	114 794	128 906
Matières recyclables	22		
Autres	23	18 131	21 049
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	598 070	582 421
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	10 572	8 360
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	25 048	24 395
Autres	36		
	37	35 620	32 755
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	244 706	233 262
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	8 530	11 561
	41	253 236	244 823
Réseau d'électricité			
	42		
	43	2 160 010	1 925 380

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Eddy Métivier	1.1 Maire	80 018	20 576	3 446	
Mario Hamilton	1.2 Conseiller	19 723	8 928		
Nelson Simard	1.3 Conseiller	19 723	8 928		
Nelson Gagnon	1.4 Conseiller	19 723	8 928		
André Coulombe	1.5 Conseiller	19 723	8 928		
Marc Charest	1.6 Conseiller	20 272	7 825		
Lucie Lapointe	1.7 Conseiller	20 765	8 928	371	172
Jérémi Bouffard	1.8 Conseiller	2 437	1 103		
	2	202 384	74 144	3 817	172

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	8 114 775 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	67 122 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.	47	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	48		11 680 \$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	49	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025	50		156 340 \$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	51	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	52		\$
Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :			

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 53
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 54 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :
- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM). 55
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 56 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV. 57
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 58 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 59
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 60
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 61
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 62 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 63
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 64 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :
- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 65
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 66 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 _____ 2019-556

b) Date d'adoption de la résolution

93 _____ 2019-11-11

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____ 10

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ 6 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-----------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | _____ 657 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | _____ |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | _____ |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Nicolas Leclerc

Adresse courriel du directeur général

10 n.leclerc@ville.matane.qc.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-06-01

Nom du signataire : Michaël côté

Fonction du signataire : Directeur des finances et trésorier

Date de transmission au Ministère : 2026-06-02

Date et heure de la dernière modification : 2026-06-02 11:55

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	42 903 482	44 720 016	45 459 702	149	45 242 655
Investissement	2	3 400 154	16 837 576	4 166 892		4 166 892
	3	46 303 636	61 557 592	49 626 594	149	49 409 547
Charges	4	43 531 242	48 145 927	48 163 811	216 038	48 162 653
Excédent (déficit) lié aux activités	5	2 772 394	13 411 665	1 462 783	(215 889)	1 246 894
Moins : revenus d'investissement	6 (	3 400 154)(	16 837 576)(	4 166 892)(	)	4 166 892)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(627 760)	(3 425 911)	(2 704 109)	(215 889)	(2 919 998)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	9 655 309	9 374 539	10 015 640		10 015 640
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	87 429	228 240	53 718		53 718
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 777 573)(	3 761 829)(	3 702 426)(	)	3 702 426)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	564 604)(	175 000)(	742 558)(	)	742 558)
Excédent (déficit) accumulé	12	(2 875 383)	(2 240 039)	(1 676 850)		(1 676 850)
Autres éléments de conciliation	13	39 999		10 064		10 064
	14	2 565 177	3 425 911	3 957 588		3 957 588
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 937 417		1 253 479	(215 889)	1 037 590

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	39 141 037	46 804 402	46 804 402	39 357 259
Débiteurs	2	30 425 674	26 946 554	26 946 554	30 425 674
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4	59 171	295 421	295 421	59 171
Autres	5				
	6	69 625 882	74 046 377	74 046 377	69 842 104
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8				
Créditeurs et charges à payer	9	6 126 534	6 400 039	6 400 039	6 126 868
Revenus reportés	10	33 510 026	36 406 923	36 406 923	33 510 026
Dette à long terme	11	59 948 681	58 724 049	58 724 049	59 948 681
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	996 800	973 900	973 900	996 800
Autres	13	1 628 199	1 828 021	1 828 021	1 628 199
	14	102 210 240	104 332 932	104 332 932	102 210 574
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(32 584 358)	(30 286 555)	(30 286 555)	(32 368 470)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	147 800 972	143 974 282	143 974 282	147 800 972
Autres	17	3 785 376	6 777 045	6 777 045	3 785 376
	18	151 586 348	150 751 327	150 751 327	151 586 348
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	6 215 012	4 006 156	4 006 156	6 393 210
Excédent de fonctionnement affecté	20	1 250 570	4 344 859	4 344 859	1 288 260
Réserves financières et fonds réservés	21	3 071 202	2 980 898	2 980 898	3 071 202
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	(250 041))	(200 657))	(200 657))	(250 041))
Financement des investissements en cours	23	(2 328 180)	(1 679 176)	(1 679 176)	(2 328 180)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	110 543 345	110 611 378	110 611 378	110 543 345
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	119 001 990	120 464 772	120 464 772	119 217 878

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Lieu d'enfouissement technique	1.1	314 723	392 441
▪ Projets spéciaux	1.2	694 947	782 873
▪ Axe Mer-Rivière	1.3	75 256	75 256
▪ Complexe culturel Joseph-Rouleau	1.4	295 421	
▪ Projet MSP	1.5	2 964 512	
	2	4 344 859	1 250 570
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
	3		37 690
	4	4 344 859	1 288 260
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5	280 000	
Autres			
▪ Eaux usées	6.1	582 757	600 000
▪ Service de l'eau	6.2		280 000
▪ Équilibrage du rôle	6.3		129 588
▪ Vidange des fosses septiques	6.4	157 681	16 153
▪ Fermeture de cellules au LET	6.5	206 504	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	1 213 377	1 305 845
Organismes contrôlés et partenariats	9		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	36 612	105 730
Organismes contrôlés et partenariats	11		
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14		116 340
Autres			
▪ Fonds vert	15.1	450 161	468 406
▪ Stationnement	15.2	24 621	19 955
▪ Logement social	15.3	29 185	29 185
	16	2 980 898	3 071 202
	17	7 325 757	4 359 462

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	39 741 770	41 753 592
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	41 136 591	43 236 602

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025 Total consolidé	2024 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	36 612	105 730
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	38 482 845	39 855 531
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	20 624 843	20 417 539
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	59 144 300	60 378 800

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Réalizations 2025 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	27 496 061	27 727 170	28 575 841	28 575 841
Compensations tenant lieu de taxes	13	3 032 673	3 136 110	3 006 248	3 006 248
Quotes-parts	14				
Transferts	15	4 188 106	7 296 155	5 512 746	5 512 746
Services rendus	16	4 624 936	4 264 416	4 383 614	4 383 614
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 522 055	759 600	1 446 851	1 446 851
Autres	18	2 039 651	1 536 565	2 534 402	2 317 355
	19	42 903 482	44 720 016	45 459 702	45 242 655
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	2 087 371	16 462 576	4 166 892	4 166 892
Autres	23	1 312 783	375 000		
	24	3 400 154	16 837 576	4 166 892	4 166 892
	25	46 303 636	61 557 592	49 626 594	49 409 547

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	5 209 726	5 058 387	130 788	5 189 175	5 189 175	4 495 410
Sécurité publique							
Police	2	1 906 995	1 906 556		1 906 556	1 906 556	1 923 281
Sécurité incendie	3	1 855 630	1 946 181	285 307	2 231 488	2 231 488	1 937 940
Autres	4	537 851	514 002	13 436	527 438	527 438	553 748
Transport							
Réseau routier	5	6 276 272	6 690 997	3 400 892	10 091 889	10 091 889	8 630 553
Transport collectif	6	453 673	462 480	750 466	1 212 946	1 212 946	1 165 084
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	4 144 632	4 812 646	3 121 030	7 933 676	7 933 676	7 686 440
Matières résiduelles	9	3 159 996	3 470 164	589 036	4 059 200	4 059 200	4 247 068
Autres	10	260 291	301 799		301 799	301 799	232 207
Santé et bien-être	11	217 368	128 385		128 385	128 385	98 852
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	636 598	712 886	18 725	731 611	731 611	664 544
Promotion et développement économique	13	3 045 240	508 465	77 851	586 316	586 316	572 614
Autres	14	906 807	1 319 647	63 691	1 383 338	1 383 338	951 299
Loisirs et culture	15	7 840 234	8 155 566	1 564 418	9 719 984	9 718 702	8 440 917
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	2 320 075	2 160 010		2 160 010	2 160 134	1 925 535
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	38 771 388	38 148 171	10 015 640	48 163 811	48 162 653	43 525 492
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	9 374 539	10 015 640 (	10 015 640)			
	21	48 145 927	48 163 811		48 163 811	48 162 653	43 525 492

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Réalizations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	3 400 154	4 166 892		4 166 892
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	12 287 850)(	6 189 300)(	)	6 189 300)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	1 278 214)(	2 462 632)(	)	2 462 632)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	6 274 671	2 202 907		2 202 907
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	564 604	742 558		742 558
Excédent accumulé	6	2 254 360	2 401 430		2 401 430
	7	(4 472 429)	(3 305 037)		(3 305 037)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1 072 275)	861 855		861 855

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14